

DJIBOUTI

Tableau 1

	2020
Population (en millions)	10
PIB (en milliards de dollars courants)	3,4
PIB par habitant (en dollars courants)	3400,0
Taux de pauvreté, seuil international (1,9 dollar) ^a	17,0
Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars) ^a	39,8
Taux de pauvreté (seuil national) ^a	21,1
Indice de Ginia	41,6
Taux de scolarisation dans le primaire (% brut) ^b	73,8
Espérance de vie à la naissance (années) ^b	67,1
Émissions totales de GES (mtCO2e)	1,5

Source : WDI, Macro Poverty Outlook et données officielles.
 a) Valeur la plus récente (2011), PPA de 2011
 b) WDI pour la scolarisation (2020) ; l'espérance de vie (2019).

L'activité économique a repris à Djibouti en 2021, encouragée par le rebond de la demande commerciale mondiale et régionale de services de transbordement et de logistique. On estime que la croissance du PIB a atteint 5,1 %, contre 0,5 % en 2020. Dans le sillage de la reprise économique, la pauvreté devrait recommencer à diminuer en 2021, après une légère augmentation en 2020. Les perspectives de croissance de Djibouti dépendent essentiellement de la conjoncture politique et économique en Éthiopie, ainsi que de la poursuite des réformes visant à préserver l'avantage concurrentiel du pays en matière de transport.

Faits marquants et défis

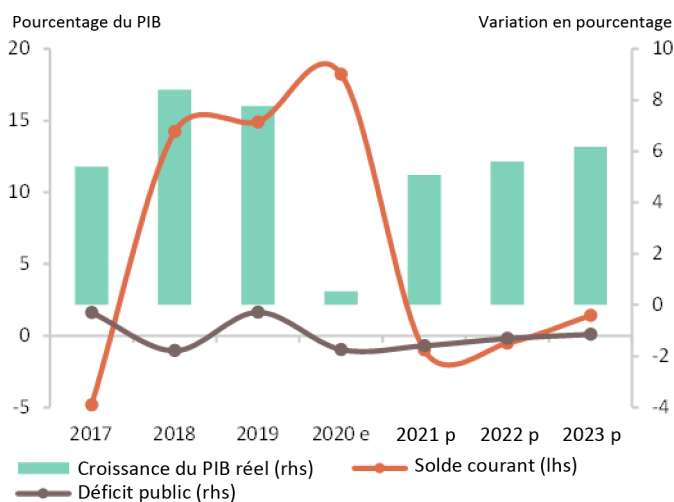
Djibouti occupe une position stratégique à l'entrée sud de la mer Rouge, le long de certaines des routes maritimes les plus fréquentées au monde. Djibouti joue également un rôle important pour la sécurité de la Corne de l'Afrique : le pays accueille en effet plusieurs bases militaires étrangères ainsi que des forces qui soutiennent les efforts mondiaux de lutte contre la piraterie. Pendant la décennie écoulée, l'économie djiboutienne a connu une croissance rapide de plus de 6 % par an en moyenne. Cette croissance était alimentée par de grands investissements dans l'infrastructure du transport et des ports financés sur des ressources extérieures, pour tirer le plus grand parti de sa situation stratégique et du port en eaux profondes qui est vital pour le ravitaillement, le commerce et le transbordement dans la région. Le développement économique de l'Éthiopie, le grand voisin sans littoral de Djibouti, a aussi favorisé la croissance de ce dernier en stimulant les échanges commerciaux et l'activité logistique. Djibouti aura de plus en plus besoin de réformes approfondies dans le domaine de la facilitation du commerce pour préserver son avantage concurrentiel en termes de coût et de capacité de traitement. L'économie djiboutienne a surmonté l'impact initial de la pandémie de COVID-19, évitant un ralentissement. Cette bonne performance dénote principalement une reprise relativement rapide des secteurs clés de l'économie intérieure tournés vers le marché pendant la seconde moitié de 2020, après la levée d'un confinement de deux mois imposé en mars 2020. La forte activité commerciale en Éthiopie a aussi donné un coup de fouet aux activités de réexportation ainsi qu'aux services de transport et de logistique.

La stratégie de développement de Djibouti basée sur des investissements conséquents financés par la dette publique non concessionnelle fait courir au pays un risque élevé de surendettement extérieur. Pour réduire les vulnérabilités liées à la dette et accroître la marge de manœuvre budgétaire pour les dépenses nécessaires dans les secteurs sociaux, Djibouti doit privilégier les emprunts à des conditions de faveur, renforcer la gestion de la dette, améliorer la gestion des entreprises publiques et élargir sa base d'imposition. Bien qu'elle diminue dans l'ensemble, la pauvreté reste un autre problème majeur. En 2017, environ 39 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté d'un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars par jour) et 17 % se trouvaient dans une extrême pauvreté (en dessous du seuil de pauvreté international de 1,9 dollar par jour). La forte dépendance à l'égard des importations de denrées alimentaires constitue aussi un facteur important de vulnérabilité pour le pays.

Évolutions récentes

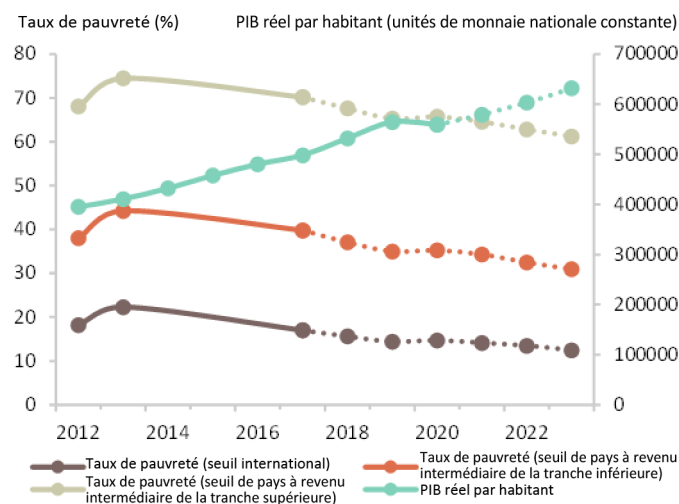
On estime que l'économie de Djibouti connaîtra une croissance de 5,1 % en 2021, à la faveur du rebond de la demande de services de transport et de logistique à partir de l'Éthiopie. Ce rebond s'explique essentiellement par la reprise des liaisons ferroviaires entre l'Éthiopie et Djibouti — qui relie l'Éthiopie aux ports djiboutiens, lesquels ont souffert de la pandémie de COVID-19. En glissement annuel, l'inflation globale a légèrement augmenté de 0,6 % en fin juin 2021. Dans le sillage de cette reprise, le taux de pauvreté, qui était de 17 % en 2017 au seuil de 1,9 dollar par jour, devrait descendre autour de 14,1 % en 2021, par rapport à 14,7 % en 2020 et 14,4 % en 2019. En effet, des enquêtes téléphoniques réalisées récem-

FIGURE 1 Djibouti / Croissance du PIB réel, soldes budgétaire et courant



Sources : Gouvernement de Djibouti et projections des services de la Banque mondiale.

FIGURE 2 Djibouti / Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant



Source : Banque mondiale. Note : Voir le tableau 2.

ment montrent un raffermissement progressif des indicateurs de l'emploi et la sécurité alimentaire, entre autres. Cependant, alors que les données préliminaires de l'emploi continuent d'afficher une tendance aussière, certaines couches de la population restent à la peine, particulièrement celles qui opèrent dans le secteur informel. Les inégalités se manifestent aussi par le fait que les ménages pauvres sont moins susceptibles de se faire tester pour la COVID-19, ce qui suscite des inquiétudes potentielles en matière d'équité sur le chemin de la reprise post-pandémie.

Sur le plan budgétaire, le déficit global devrait rester faible, soit 1,6 % du PIB en 2021. Ce taux s'explique par la limitation des dépenses sur les biens et services et par les mesures gouvernementales de rationalisation des traitements et salaires et des dépenses d'équipement. Les recettes affichent aussi une baisse de 50 % pour les dons et une diminution des dividendes des entreprises publiques par rapport à 2020, signes de l'impact différé de la COVID. Selon les projections, l'écart budgétaire devrait être couvert par des financements extérieurs, y compris les économies budgétaires réalisées grâce à l'Initiative de suspension du service de la dette du G20.

L'excédent du compte courant devrait passer d'un taux positif de 11,6 % du PIB à -1 % du PIB, alors qu'on s'attend à ce que les importations de biens et services (essentiellement pour des projets d'infrastructure) augmentent plus rapidement que les exportations de marchandises. L'accroissement des IED et les

décassements au titre de la dette publique extérieure devraient absorber partiellement le déficit commercial résultant de l'important volume d'importations. Nonobstant une baisse de 65 millions de dollars par rapport à décembre 2020, les réserves officielles brutes ont été estimées à 611,1 millions de dollars (ce qui équivaut à 5,2 mois d'importations) à fin juin 2021, et la couverture de la caisse d'émission à 106 %, ce qui est supérieur au minimum requis.

Perspectives

En dépit des fortes incertitudes, les perspectives économiques restent positives. La croissance du PIB devrait atteindre 5,6 % en 2022 et 6,2 % en 2023, principalement à la faveur d'un rebond du commerce mondial qui favoriserait les réexportations et de la demande de services de transbordement et de logistique à Djibouti. Les activités de construction et de travaux publics devraient aussi jouer un rôle moteur dans la croissance, en raison de projets en cours et envisagés tels que le réaménagement du terrain de l'ancien port en un complexe commercial, la construction d'un chantier de réparation navale et l'aménagement de la zone franche industrielle de Damerjog. Le déficit budgétaire devrait rester supérieur à 1 % du PIB en 2021 et 2022, compte tenu de la

hausse attendue des dépenses d'investissement (dans le cadre de la mise en œuvre de la deuxième phase de la Vision 2035) et des mesures ciblées additionnelles annoncées pour soutenir les entreprises et les ménages, notamment la diminution de moitié de l'impôt forfaitaire minimum. Après avoir reculé en 2021, les dons devraient se stabiliser sur la période 2022-23. Le compte des transactions courantes restera déficitaire en 2022, une indication de l'augmentation considérable des importations de biens d'équipement pour les projets d'infrastructure. Les principaux risques de dégradation des perspectives restent l'escalade des tensions politiques et sociales en Éthiopie et leurs répercussions qui pourraient raviver les tensions liées à la guerre civile du début des années 90 et perturber le principal corridor ferroviaire et routier de transport de marchandises reliant Addis à Djibouti. Les prévisions actuelles de PIB donnent à croire que la pauvreté devrait s'inscrire à nouveau dans une tendance baissière, passant de 14,7 % en 2020 à 12,5 % en 2023, à condition que les taux de croissance et de création d'emplois de Djibouti soient à la fois inclusifs et équitables. Les pouvoirs publics doivent accorder une attention particulière aux groupes de la population, tels que ceux du secteur informel, qui risquent d'être laissés pour compte sur le chemin du relèvement après la pandémie.

TABLE 2 Djibouti / Indicateurs macroéconomiques des perspectives
en matière de pauvreté

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2018	2019	2020	2021 e	2022 p	2023 p
Croissance du PIB réel, aux prix constants du marché	8,4	7,8	0,5	5,1	5,6	6,2
Consommation privée	4,8	5,0	-5,0	5,5	4,7	4,9
Consommation des administrations publiques	1,9	-0,5	-2,1	-8,0	1,6	-0,7
Formation brute de capital fixe	-30,8	26,4	-37,2	7,1	7,9	11,3
Exportations, biens et services	-10,3	12,9	7,5	5,7	6,1	6,3
Importations, biens et services	-15,3	13,9	-0,5	5,0	6,1	6,1
Croissance du PIB réel, aux prix constants des facteurs	8,8	7,2	0,5	5,1	5,6	6,2
Agriculture	15,3	0,7	3,5	3,5	3,5	3,5
Industrie	45,3	9,4	2,0	5,0	8,2	8,2
Services	3,0	6,8	0,1	5,1	5,0	5,7
Inflation (indice des prix à la consommation)	-0,1	3,3	1,8	1,6	2,0	2,0
Solde courant (% du PIB)	14,2	28,9	11,6	-1,0	-0,5	1,4
Solde budgétaire (% du PIB)	-1,8	-0,3	-1,7	-1,6	-1,3	-1,1
Dette (% du PIB)	69,2	65,3	73,3	71,5	70,0	63,6
Solde primaire (% du PIB)	-0,6	0,9	-1,2	-0,7	0,0	0,1
Taux de pauvreté, seuil international (1,9 dollar en PPA de 2011) ^{a,b}	15,6	14,4	14,7	14,7	13,5	12,5
Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars en PPA de 2011) ^{a,b}	37,1	35,0	35,3	34,3	32,5	31,0
Taux de pauvreté, seuil de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (5,5 dollars en PPA de 2011) ^{a,b}	67,7	65,3	65,8	64,6	62,8	61,3
Croissance des émissions de GES (mtCO2e)	1,7	2,5	0,9	1,9	1,8	1,9
Émissions de GES liées à l'énergie (% du total)	26,0	27,3	27,2	27,7	28,2	28,7

Source : Banque mondiale, Pôles Pauvreté et équité ainsi que Macroéconomie, commerce et investissement. Données sur les émissions tirées du CAIT et de l'OCDE.

Note : e = estimation, p = prévision.

a) Calculs basés sur les données réelles de l'EDAM 2017 : 2017. Nowcast : 2018-2020. Les prévisions portent sur la période 2021-2023.

b) Projections à partir d'une hypothèse de répartition neutre (2017) avec répercussion des variations du taux de change = 0,7 sur la base d'un PIB par habitant en unités de monnaie nationale constante.